



L'ÉVÉNEMENT

Laurent Berger : « Pas de place dans l'agenda 2020 pour les retraites »

PROPOS RECUEILLIS PAR

MARC LANDRÉ [@marclandre](#)

LAURENT BERGER est secrétaire général de la CFDT depuis 2012.

LE FIGARO. - Avez-vous été convaincu par Jean Castex ?

Laurent BERGER. - Il y a du contenu dans ce discours et, si je puis dire, du grain à moudre. Le premier ministre a tracé des perspectives et on devrait en savoir plus au cours de la conférence de vendredi. Ses mots et ses engagements devront être suivis d'effets et de faits, notamment en termes de dialogue social. Mais il faudra aussi des résultats sur les sujets de fond : la lutte contre la pauvreté, l'emploi des jeunes, la transition écologique... Un discours de politique générale est toujours un exercice un peu convenu mais 20 milliards pour la rénovation énergétique, c'est peut-être insuffisant face aux enjeux mais on ne peut pas dire que ce n'est rien.

Le premier ministre défend avec force le dialogue social.

Le croyez-vous sincère ?

On vérifiera aux actes. La CFDT lui a remis la semaine dernière un dossier complet avec l'ensemble de nos propositions, on va voir si le gouvernement en tient compte. Mais j'espère qu'on va sortir des déclarations d'intention auxquelles on a trop souvent été habitué. Il semble y avoir de l'espace donné à la discussion et on serait fou de ne pas s'y engouffrer. La CFDT va

tenir sa place, défendre les intérêts des salariés et porter sa vision d'un modèle de développement juste et durable.

On note un retour du traitement social du chômage, avec les contrats aidés et le plan formation.

Est-ce inévitable ?

C'est absolument nécessaire pour aider ceux qui sont le plus impactés par la crise. Quand on a un chômage d'un tel niveau, il faut activer tous les leviers existants, y compris les contrats aidés dans lesquels le gouvernement Philippe avait taillé en début de quinquennat.

Jean Castex propose de dissocier les volets systémique et paramétrique de la réforme des retraites. Qu'en pensez-vous ?

Je réaffirme, et je lui redirai vendredi, que les retraites ne sont pas la priorité. Il n'y a pas la place dans l'agenda 2020 pour relancer le débat sur l'équilibre financier des régimes pour au moins deux raisons. On ne connaît pas l'ampleur du déficit et on aurait tort de se précipiter sur une mesure paramétrique tant que la situation n'est pas claire. Une mesure paramétrique tuerait ensuite toute discussion sur la mise en œuvre du régime universel, auquel la CFDT croit toujours, en introduisant de la conflictualité inutile dans le débat. Plus que jamais, on a besoin d'apaisement en ce moment et les retraites n'y contribuent pas. La priorité, c'est l'emploi, la paupérisation de la



société, la lutte contre le chômage, le soutien aux secteurs en danger...

Le premier ministre a pourtant réaffirmé qu'il faudra « travailler davantage » pour régler le déficit...
Je le redis, on doit prendre le temps sur ce dossier qui ne se résume pas à un seul effort des salariés. Il y a d'autres solutions, dont le premier ministre n'a pas parlé : une contribution des entreprises, la compensation de l'État aux recettes en moins à cause des baisses d'effectifs dans la fonction publique... Pour la CFDT, le déficit doit être intégré à la dette Covid et traité comme tel. Discutons-en, le moment venu, dans le cadre d'un comité de suivi de l'impact de la crise sur les équilibres des comptes sociaux, et en allant au-delà de la seule question des retraites.

Jean Castex a également ouvert la voie à une discussion sur le partage de la valeur, comme sous Chirac, Sarkozy et Hollande. Y a-t-il une chance qu'elle aboutisse ?
C'est bien le signe qu'il y a un problème dans la création de valeur, notamment la répartition entre le travail et le capital. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un premier ministre parle dans un discours de politique générale de modération des dividendes... Aux partenaires sociaux de prendre vraiment la main et de trouver une voie de passage.

Qu'auriez-vous aimé entendre dans ce discours ?
Si la CFDT se réjouit du repas à 1 euro pour les étudiants boursiers, il manque des éléments sur le revenu de solidarité active (RSA), la fiscalité... Et plus globalement, c'est encore un peu court sur la vision de la société de demain. La crise appelle à s'interroger sur la notion de progrès, le sens de notre devenir. ■